

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waalse Parlement 1327 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.
Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203970]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique, les articles 2, § 2, 4, 5, § 2, alinéa 2, 7, 8, 9, 13, § 1^{er}, alinéa 3, 14;

Vu le rapport du 5 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis A.1378 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 27 juillet 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2018;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 66.317/2, donné le 1^{er} juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des classes moyennes, donné le 18 juillet 2018;

Considérant l'avis du Syndicat neutre pour indépendants, donné le 19 juillet 2018;

Considérant l'avis de l'asbl Powalco, donné le 1^{er} octobre 2018;

Considérant l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 11 septembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le décret: le décret du 2 mai 2019 instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voie publique;

2^o le Ministre: le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions;

3^o l'application: l'application mobile sécurisée dédiée à la sollicitation et à la gestion administrative des demandes d'indemnités compensatoires, accessible suivant les modalités précisées par le ministre;

4^o l'indemnité: l'indemnité compensatoire prévue à l'article 4 du décret;

5^o l'administration: le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

Art. 2. Des travaux entravent, au sens de l'article 2 du décret, l'activité du site d'exploitation d'une entreprise si du fait des travaux :

1^o soit l'accès pédestre au site d'exploitation est fortement détérioré;

2^o soit les emplacements de parking spécifiques au site d'exploitation ou les emplacements de parking à proximité immédiate du site d'exploitation et habituellement utilisés par la clientèle ne sont pas accessibles.

Art. 3. § 1^{er}. A partir du premier jour d'entrave, la demande d'indemnité est introduite par le biais de l'application. L'entreprise s'authentifie au moyen de l'application.

§ 2. La demande d'indemnité comprend au moins les informations suivantes :

1^o une identification de la personne habilitée à introduire la demande pour le compte l'entreprise: prénom, nom, numéro de registre national, numéro de téléphone, qualité;

2^o le numéro d'entreprise lorsque l'entreprise est enregistrée à la Banque-Carrefour des entreprises;

3^o l'adresse du site d'exploitation de l'entreprise;

4^o les données permettant à l'administration de contacter l'entreprise: numéro de téléphone et adresse électronique;

5^o le numéro de compte ouvert en Belgique sur lequel l'indemnité est versée et l'identification du titulaire du compte;

6^o une déclaration sur l'honneur que l'octroi du montant maximal de l'indemnité ne fait pas dépasser les plafonds déterminés conformément aux règles de cumul du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;

7^o une déclaration sur l'honneur que l'activité de l'entreprise requiert un contact avec la clientèle au sens de l'article 2 du décret;

8° une déclaration sur l'honneur que l'entreprise compte moins de 10 travailleurs;

9° une déclaration sur l'honneur de l'entreprise qu'elle n'est pas dans une des situations d'exclusion visées à l'article 3 du décret;

10° une déclaration sur l'honneur que l'entreprise ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le règlement *de minimis* visé à l'article 5 du décret;

11° une photographie datée et géolocalisée de l'annonce du chantier effectuée conformément à l'article 6 du décret;

12° une identification de l'entrave subie en vertu de l'article 2 du présent arrêté et une démonstration de la preuve de l'existence de l'entrave conformément à l'article 4 du présent arrêté.

Le Ministre peut compléter l'énumération de l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'entreprise informe l'administration de tout changement intervenu après l'introduction de la demande et impactant la satisfaction des conditions d'octroi de la demande d'indemnité.

Art. 4. L'entreprise établit la durée et la continuité de l'entrave en complétant sa demande au moyen de photographies datées et géolocalisées prises par le biais de l'application.

La première photographie détermine le début de l'entrave. Par période d'entrave de 5 jours consécutifs, l'entreprise prend au minimum trois photographies de l'entrave à des dates différentes. La première période de 5 jours consécutifs comprend le premier jour d'entrave.

Art. 5. Dans les trente jours de l'introduction de la demande, l'administration notifie sa décision d'octroi ou de refus d'indemnité à l'entreprise par le biais de l'application.

Une avance correspondant à une indemnité calculée sur la base de 20 jours d'entrave est versée par l'administration lorsque la décision octroyant l'indemnité est notifiée.

L'avance n'est pas liquidée si l'entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le règlement *de minimis* visé à l'article 5 du décret.

Art. 6. § 1^{er}. La dernière photographie de l'entrave prise selon les modalités de l'article 4 par le biais de l'application fait office de date ultime pour le calcul du nombre de jours d'indemnisation auxquels peut prétendre l'entreprise conformément à l'article 4 du décret.

§ 2. Une décision relative au décompte final de l'indemnité est envoyée à l'entreprise par le biais de l'application. Le montant du décompte final correspond à la différence entre l'indemnité totale et l'avance perçue visée à l'article 5, alinéa 3.

A dater de l'envoi de la décision relative au décompte final de l'indemnité, l'administration procède au paiement du montant du décompte final.

L'indemnité compensatoire n'est pas liquidée si l'entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le règlement *de minimis* visé à l'article 5 du décret. En outre, s'il appert, à tout stade de la procédure, que l'entreprise a fourni, volontairement ou non, des informations erronées ou lacunaires quant aux aides *de minimis* perçues par elle sur les trois derniers exercices fiscaux, la liquidation de l'indemnité et de toute avance sur celle-ci est suspendue, jusqu'à vérification de sa compatibilité avec le règlement à la lumière de toutes les informations disponibles, sans préjudice de toute procédure de récupération d'aides illégalement octroyées.

Pour un même chantier, une entreprise peut bénéficier de plusieurs indemnités pour autant qu'elle justifie d'une nouvelle période d'entrave de 20 jours consécutifs et pour un maximum de 60 jours d'entrave par chantier conformément à l'article 4 du décret.

Art. 7. Le montant visé à l'article 4 du décret est de 100 euros.

Art. 8. L'administration est chargée de la mission prévue à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, du décret.

Art. 9. L'administration peut engager toute action afin de récupérer les sommes indûment versées à l'entreprise, au sens de l'article 9 du décret.

Si les démarches de l'administration sont infructueuses, l'administration du recouvrement procède au recouvrement au sens de l'article 9 du décret.

L'administration du recouvrement est la Direction du Recouvrement externe du Département de la Perception et du Recouvrement du Service public de Wallonie Fiscalité.

Art. 10. Le responsable de traitement des données à caractère personnel tel que visé à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 3, du décret est le Service public de Wallonie.

Art. 11. Le décret instaurant une indemnité compensatoire en cas de travaux sur la voirie publique ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 12. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203970]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Einführung einer Ausgleichsentschädigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Einführung einer Ausgleichsentschädigung im Falle von Arbeiten auf dem öffentlichen Straßennetz, Artikel 2 § 2, 4 5, § 2, Absatz 2 7, 8, 9, 13, § 1, Absatz 3, 14;

Aufgrund des Berichts vom 5. Juli 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 27. Juli 2018 abgegebenen Gutachtens A.1378 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Aufgrund des am 15. Juli 2019 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 6. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 1. Juli 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 66.317/2;

In Erwägung der am 18. Juli 2018 abgegebenen Stellungnahme der Mittelstandsvereinigung ("Union des Classes moyennes");

In Erwägung der am 19. Juli 2018 abgegebenen Stellungnahme der neutralen Gewerkschaft für Selbständige ("Syndicat neutre pour Indépendants");

In Erwägung der am 1. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme der VoE Powalco;

Aufgrund des am 11. September 2018 abgegebenen Gutachtens der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ("Union des Villes et Communes de Wallonie");

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 2. Mai 2019 zur Einführung einer Ausgleichsentschädigung im Falle von Arbeiten auf dem öffentlichen Straßennetz;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° die Applikation: die gesicherte mobile Applikation, die zur Beantragung von Ausgleichsentschädigungen und zur administrativen Verwaltung deren Anträge bestimmt ist und nach den vom Minister festgelegten Modalitäten zugänglich ist;

4° die Entschädigung: die in Artikel 4 des Dekrets vorgesehene Ausgleichsentschädigung;

5° die Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

Art. 2 - Arbeiten beeinträchtigen im Sinne von Artikel 2 des Dekrets die Tätigkeit des Betriebsstandorts eines Unternehmens, wenn wegen dieser Arbeiten:

1° entweder der Zugang für Fußgänger zu dem Betriebsstandort schwer beeinträchtigt ist;

2° oder betriebspezifische Parkplätze oder Parkplätze in unmittelbarer Nähe des Betriebsstandorts, die in der Regel von Kunden genutzt werden, nicht zugänglich sind.

Art. 3 - § 1. Ab dem ersten Tag der Beeinträchtigung wird der Antrag auf eine Entschädigung über die Applikation gestellt. Das Unternehmen authentifiziert sich über die Applikation.

§ 2. Der Antrag auf eine Entschädigung enthält mindestens folgende Informationen:

1° eine Identifizierung der Person, die befugt ist, den Antrag im Namen des Unternehmens zu stellen: Vorname, Nachname, nationale Registernummer, Telefonnummer, Eigenschaft;

2° die Nummer des Unternehmens, wenn das Unternehmen in der Unternehmensdatenbank (Banque-Carrefour des Entreprises) eingetragen ist;

3° die Anschrift des Betriebsstandorts des Unternehmens;

4° die Daten, die es der Verwaltung ermöglichen, das Unternehmen zu kontaktieren: Telefonnummer und E-Mail-Adresse;

5° die in Belgien eröffnete Kontonummer, auf die die Entschädigung gezahlt wird, und die Identifizierung des Kontoinhabers.

6° eine Ehrenerklärung, dass die Gewährung des Höchstbetrags der Entschädigung nicht zur Folge hat, dass die gemäß den Kumulierungsregeln der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen festgelegten Beträge überschritten werden;

7° eine Ehrenerklärung, dass die Tätigkeit des Unternehmens einen Kontakt mit der Kundschaft im Sinne von Artikel 2 des Dekrets erfordert;

8° eine Ehrenerklärung, dass das Unternehmen weniger als 10 Arbeiter zählt;

9° eine Ehrenerklärung des Unternehmens, dass es sich in keiner der in Artikel 3 des Dekrets genannten Ausschlussituationen befindet;

10° eine Ehrenerklärung, dass das Unternehmen nicht Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, die von ihm erhaltene Beihilfen für illegal und nicht mit der in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Verordnung über die De-Minimis-Beihilfen vereinbar erklärt.

11° ein datiertes und geolokalisiertes Foto der Ankündigung der Baustelle gemäß § 6 des Dekrets;

12° eine Identifizierung der Beeinträchtigung nach § 2 des vorliegenden Erlasses und ein Nachweis über das Bestehen der Beeinträchtigung nach § 4 des vorliegenden Erlasses.

Der Minister kann die Auflistung von Absatz 1 ergänzen.

§ 3. Das Unternehmen informiert die Verwaltung über jede Änderung, die sich nach der Antragstellung ereignet hat und die sich auf die Erfüllung der Gewährungsbedingungen des Antrags auf eine Entschädigung auswirkt.

Art. 4 - Das Unternehmen erbringt den Nachweis der Dauer und Kontinuität der Beeinträchtigung, indem es seinen Antrag mit datierten und geolokalisierten Fotos, die durch die Applikation aufgenommen wurden, ergänzt.

Das erste Foto bestimmt den Beginn der Beeinträchtigung. Für alle 5 aufeinander folgenden Tage der Beeinträchtigung macht das Unternehmen mindestens drei Fotos von der Beeinträchtigung an unterschiedlichen Tagen. Die erste Periode von 5 aufeinander folgenden Tagen schließt den ersten Tag der Beeinträchtigung ein.

Art. 5 - Innerhalb von dreißig Tagen nach Einreichung des Antrags teilt die Verwaltung über die Applikation dem Unternehmen ihren Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Entschädigung mit.

Es wird von der Verwaltung bei Mitteilung der Entscheidung über die Gewährung der Entschädigung ein Vorschuss in Höhe einer Entschädigung, die auf der Grundlage von 20 Tagen Beeinträchtigung berechnet wird, gezahlt.

Der Vorschuss wird nicht ausgezahlt, wenn das Unternehmen Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, die von ihm erhaltene Beihilfen für illegal und nicht mit der in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Verordnung über die De-Minimis-Beihilfen vereinbar erklärt.

Art. 6 - § 1. Das letzte Foto der Beeinträchtigung, das gemäß Artikel 4 über die Applikation aufgenommen wurde, gilt als letzter Tag bei der Berechnung der Anzahl der Tage der Entschädigung, auf die das Unternehmen gemäß Artikel 4 des Dekrets Anspruch hat.

§ 2. Dem Unternehmen wird über die Applikation ein Beschluss über die Endabrechnung der Entschädigung gesendet. Der Endabrechnungsbetrag entspricht der Differenz zwischen der Gesamtentschädigung und dem nach Artikel 5 Absatz 3 bezogenen Vorschuss.

Sobald die Entscheidung über die Endabrechnung der Entschädigung übermittelt wurde, zahlt die Verwaltung den Betrag der Endabrechnung.

Die Ausgleichsentschädigung wird nicht ausgezahlt, wenn das Unternehmen Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, die von ihm erhaltene Beihilfen für illegal und nicht mit der in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Verordnung über die De-Minimis-Beihilfen vereinbar erklärt. Stellt sich außerdem zu irgendeinem Zeitpunkt des Verfahrens heraus, dass das Unternehmen freiwillig oder nicht falsche oder unvollständige Angaben über die in den letzten drei Steuerjahren bei ihm eingegangenen De-minimis-Beihilfen gemacht hat, so werden die Gewährung der Entschädigung und jeglichen Vorschusses ausgesetzt, bis ihre Vereinbarkeit mit der Verordnung anhand aller verfügbaren Informationen überprüft wurde, unbeschadet eines Verfahrens zur Rückforderung rechtswidrig gewährter Beihilfen.

Für dieselbe Baustelle kann ein Unternehmen mehrere Entschädigungen erhalten, sofern es den Nachweis einer neuen Beeinträchtigungsperiode von 20 aufeinander folgenden Tagen mit einer höchsten Dauer von 60 Tagen Beeinträchtigung pro Baustelle gemäß Artikel 4 des Dekrets erbringt.

Art. 7 - Der in Artikel 4 des Dekrets erwähnte Betrag beläuft sich auf 100 Euro.

Art. 8 - Die Verwaltung wird mit der in Artikel 5 § 2 Absatz 1 des Dekrets vorgesehenen Aufgabe beauftragt.

Art. 9 - Die Verwaltung kann alle Maßnahmen ergreifen, um unberechtigterweise an das Unternehmen gezahlte Beträge im Sinne von Artikel 9 des Dekrets einzuziehen.

Sind die Bemühungen der Verwaltung erfolglos, so führt die für die Beitreibung verantwortliche Verwaltungsdienststelle die Beitreibung im Sinne von Artikel 9 des Dekrets durch.

Die für die Beitreibung verantwortliche Verwaltungsdienststelle ist die Direktion der externen Beitreibung der Abteilung Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Steuerwesen.

Art. 10 - Die für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortliche Person nach Artikel 13 § 1 Absatz 3 des Dekrets ist der Öffentliche Dienst der Wallonie.

Art. 11 - Das Dekret zur Einführung einer Ausgleichsentschädigung im Falle von Arbeiten auf dem öffentlichen Straßennetz sowie der vorliegende Erlass treten am 1. September 2019 in Kraft.

Art. 12 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JÉHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203970]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 2 mei 2019 van een compensatievergoeding bij werkzaamheden op de openbare weg

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 2 mei 2019 tot invoering van een compensatievergoeding bij werkzaamheden op de openbare weg, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, 4, 5, § 2, lid 2, 7, 8, 9, 13, § 1, lid 3, 14;

Gelet op het rapport van 5 juli 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies A.1378 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 27 juli 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2018;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op advies 66.317/2 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des classes moyennes", gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op het advies van het Neutraal Syndicaat voor Zelfstandigen, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op het advies van vzw Powalco, gegeven op 1 oktober 2018;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 11 september 2018;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 2 mei 2019 tot invoering van een compensatievergoeding bij werkzaamheden op de openbare weg;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor Economie;

3° de app : de beveiligde mobiele app voor het aanvragen en het administratief beheer van de aanvragen voor compensatievergoedingen, toegankelijk volgens de nadere regels bepaald door de Minister;

4° de vergoeding : de compensatievergoeding bepaald in artikel 4 van het decreet;

5° de administratie : de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

Art. 2. Werkzaamheden belemmeren, in de zin van artikel 2 van het decreet, de activiteit van de bedrijfssite van een onderneming indien wegens deze werkzaamheden :

1° ofwel de toegang voor voetgangers tot de bedrijfssite ernstig is aangetast;

2° ofwel de specifieke parkeerplaatsen van de bedrijfssite of de parkeerplaatsen in de onmiddellijke nabijheid van de bedrijfssite die doorgaans door het cliënteel worden gebruikt, ontoegankelijk zijn.

Art. 3. § 1. Te rekenen van de eerste dag van de belemmering wordt de vergoedingsaanvraag via de app ingediend. De onderneming wordt via de app geauthentificeerd.

§ 2. De vergoedingsaanvraag bevat minstens volgende informatie:

1° een identificatie van de persoon, gemachtigd om de aanvraag in opdracht van de onderneming in te dienen : voornaam, naam, Rijksregisternummer, telefoonnummer, hoedanigheid;

2° het ondernemingsnummer wanneer de onderneming bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ingeschreven is;

3° het adres van de bedrijfssite van de onderneming;

4° de gegevens die administratie in staat stellen om de onderneming te contacteren: telefoonnummer en e-mail;

5° het rekeningnummer, geopend in België, waarop de vergoeding gestort wordt en de identificatie van de rekeninghouder;

6° een verklaring op erewoord dat de toekenning van het maximumbedrag van de vergoeding geen overschrijding inhoudt van de maxima berekend overeenkomstig de samenvoegingsregels van Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de app van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de-minimis*steun;

7° een verklaring op erewoord dat de activiteit van de onderneming een contact met het cliënteel in de zin van artikel 2 van het decreet vereist;

8° een verklaring op erewoord dat de onderneming minder dan tien werknemers telt;

9° een verklaring op erewoord van de onderneming dat ze zich niet in één van de situaties van uitsluiting bedoeld in artikel 3 van het decreet bevindt;

10° een verklaring op erewoord dat onderneming niet het voorwerp uitmaakt van een bevel tot terugvordering volgend op een beslissing van de Europese Commissie waarbij de steun die zij geïnd heeft onwettelijk en onverenigbaar is verklaard met de *de minimis*-verordening bedoeld in artikel 5 van het decreet;

11° een van datum- en locatiegegevens voorziene foto van de aankondiging van de werf, gemaakt overeenkomstig artikel 6 van het decreet;

12° een identificatie van de ondervonden belemmering krachtens artikel 2 van het decreet en een bewijs dat de belemmering reëel is overeenkomstig artikel 4 van dit besluit.

De Minister kan de opsomming van lid 1 verder aanvullen.

§ 3. De onderneming licht de administratie in over iedere verandering die zich na de indiening van de aanvraag heeft voorgedaan en die van invloed is op de invulling van de toekenningsvoorwaarden van de vergoedingsaanvraag.

Art. 4. De onderneming stelt de duur en de continuïteit van de belemmering vast door haar aanvraag aan te vullen met van datum- en locatiegegevens voorziene foto's, gemaakt via de app.

De eerste foto bepaalt het begin van de belemmering. Per belemmeringsperiode van vijf opeenvolgende dagen neemt de onderneming minstens drie foto's van de belemmering op verschillende datums. In de eerste periode van vijf opeenvolgende dagen is de eerste dag van belemmering inbegrepen.

Art. 5. Binnen de dertig dagen van de indiening van de aanvraag geeft de administratie, via de app, kennis van haar beslissing tot toekenning of weigering van de vergoeding aan de onderneming.

Er wordt door de administratie een voorschot, overeenstemmend met een vergoeding berekend op grond van twintig belemmeringsdagen, gestort wanneer de beslissing tot toekenning van de vergoeding is medegedeeld.

Het voorschot wordt niet uitbetaald als de onderneming het voorwerp uitmaakt van een bevel tot terugvordering volgend op een beslissing van de Europese Commissie waarbij de steun die zij geïnd heeft onwettelijk en onverenigbaar is verklaard met de *de minimis*-verordening bedoeld in artikel 5 van het decreet.

Art. 6. § 1. De laatste foto van de belemmering, gemaakt volgens de nadere regels van artikel 4, via de app, geldt als laatste datum voor de berekening van het aantal dagen die vergoed worden, en waarop de onderneming overeenkomstig artikel 4 van het decreet aanspraak kan maken.

§ 2. Er wordt via de app een beslissing betreffende de eindafrekening van de vergoeding naar de onderneming gestuurd. Het bedrag van de eindafrekening stemt overeen met het verschil tussen de totale vergoeding en het voorschot, geïnd als bedoeld in artikel 5, lid 3.

Te rekenen van het versturen van de beslissing betreffende de eindafrekening van de vergoeding, verricht de administratie de betaling van het bedrag van de eindafrekening.

De compensatievergoeding wordt niet uitbetaald als de onderneming het voorwerp uitmaakt van een bevel tot terugvordering volgend op een beslissing van de Europese Commissie waarbij de steun die zij geïnd heeft onwettelijk en onverenigbaar is verklaard met de *de minimis*-verordening bedoeld in artikel 5 van het decreet. Als bovendien in gelijk welk stadium van de procedure blijkt dat de onderneming al dan niet moedwillig onjuiste of onvolledige informatie over de door haar over de drie laatste belastingjaren geïnde de *de minimis*-steun heeft verstrekt, wordt de uitbetaling van de vergoeding en van ieder voorschot daarop opgeschort totdat in het licht van iedere beschikbare informatie de verenigbaarheid daarvan met de verordening is nagegaan, onverminderd iedere procedure tot terugvordering van de onwettelijk toegekende steun.

Voor éénzelfde werf kan een onderneming verschillende vergoedingen krijgen voor zover zij aantoonbaar dat een nieuwe belemmeringsperiode van twintig opeenvolgende dagen is ingegaan, met een maximum van zestig belemmeringsdagen per werf, overeenkomstig artikel 4 van het decreet.

Art. 7. Het bedrag bedoeld in artikel 4 van het decreet bedraagt 100 euro.

Art. 8. De administratie is belast met de opdracht bepaald in artikel 5, § 2, lid 1, van het decreet.

Art. 9. De administratie kan iedere vordering instellen om de onverschuldigd aan de onderneming gestorte sommen, in de zin van artikel 9 van het decreet, terug te vorderen.

Als iedere stap die de administratie onderneemt vruchteloos is, wordt de terugvordering in de zin van artikel 9 van het decreet door de terugvorderingsadministratie uitgevoerd.

De terugvorderingsadministratie is de Directie Externe Terugvorderingen van het Departement Inningen en Terugvorderingen van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit.

Art. 10. De verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens zoals bedoeld in artikel 13, § 1, lid 3, van het decreet is de Waalse Overheidsdienst.

Art. 11. Het decreet tot invoering van een compensatievergoeding bij werkzaamheden op de openbare weg en dit besluit treden in werking op 1 september 2019.

Art. 12. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
ET AUTORITE FLAMANDE

[C – 2019/41887]

17 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 2018 relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans l'ordre de la Couronne à certains membres du personnel des administrations locales en région flamande

Par arrêté royal du 17 juin 2019, la disposition suivante est stipulée :

Article 1^{er}. Dans l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 2018 « relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans l'Ordre de la Couronne à certains membres du personnel des administrations locales en Région flamande », les mots « M. DE STERCK Stephan Arthur Eugene (Grammont, 10/02/1964) Responsable de centre à l'administration provinciale de la Flandre orientale Prise de rang : le 15/11/2016 » sont supprimés.

Art. 2. Dans l'article 1er, § 5, de l'arrêté royal du 28 novembre 2018 précité, les mots « M. CLERCKX Patrick Jozef Céline (Ixelles, 09/05/1962) Fonctionnaire des sports à l'administration communale de Lummen Prise de rang : le 08/04/2012 » sont supprimés.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 28 novembre 2018.

Art. 4. Le Ministre des Affaires étrangères, ayant la gestion de l'Ordre dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2019/14231]

23 AOUT 2019. — Arrêté ministériel portant nomination des membres du Comité d'évaluation visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 18 novembre 2015 fixant les conditions d'octroi de subsides à la recherche scientifique en matière de sécurité des aliments et de politique sanitaire des animaux et végétaux

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de bien-être animal, Cites, santé des animaux et protection de la santé des consommateurs, les articles 43 et 44 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
EN VLAAMSE OVERHEID

[C – 2019/41887]

17 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 2018 houdende toekenning van onderscheidingen in de kroonorde aan sommige personeelsleden van de lokale besturen in het Vlaams Gewest

Bij Koninklijk besluit van 17 juni 2019 wordt het volgende bepaald:

Artikel 1. In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 28 november 2018, "houdende toekenning van eervolle onderscheidingen in de Kroonorde aan sommige personeelsleden van de lokale besturen in het Vlaams Gewest", worden de woorden "de heer DE STERCK Stephan Arthur Eugene (Geraardsbergen, 10/02/1964) Centrumverantwoordelijke bij het provinciebestuur van Oost-Vlaanderen Ranginname op 15/11/2016" geschrapt.

Art. 2. In artikel 1, §5, van het voornoemd koninklijk besluit van 28 november 2018, worden de woorden "de heer CLERCKX Patrick Jozef Céline (Elsene, 09/05/1962) Sportfunctionaris bij het gemeentebestuur van Lummen Ranginname op 08/04/2012" geschrapt.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 28 november 2018.

Art. 4. De Minister van Buitenlandse Zaken, tot wiens bevoegdheid het beheer der Orde behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2019/14231]

23 AUGUSTUS 2019. — Ministerieel besluit tot benoeming van de leden van het Beoordelingscomité voorzien in artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 november 2015 tot vaststelling van de voorwaarden van toekenning van toelagen voor wetenschappelijk onderzoek inzake voedselveiligheid en sanitair beleid van dieren en planten

De Minister van Landbouw,

Gelet op de wet van 27 december 2012 houdende diverse bepalingen inzake dierenwelzijn, CITES, diergezondheid en bescherming van de gezondheid van de gebruikers, de artikelen 43 en 44;